

Attentes pour 2025 : un nouvel état d'esprit pour la conception de portefeuilles



Robert M. Almeida
Gestionnaire de portefeuille et
Stratège en placements mondiaux



Jonathan W. Hubbard, CFA
Directeur général et stratège
principal, Groupe des analyses de marché



Kimberly G. Hyland
Directrice générale principale
Cheffe de la gestion des relations

En résumé

- Il est essentiel de comprendre les prévisions à long terme liées aux marchés des capitaux et de construire des portefeuilles diversifiés pour composer avec ce contexte.
- Les sociétés qui sauront faire face à l'augmentation des coûts et aux pressions sur les marges bénéficiaires seront mieux placées pour produire des rendements pour les investisseurs.
- Les actions non américaines, avec leurs évaluations relatives plus faibles et leurs prévisions modestes, et les titres à revenu fixe, avec leurs taux de rendement plus élevés et leur risque plus faible, devraient constituer une composante clé d'un portefeuille bien équilibré.

Le contexte actuel de placement est caractérisé par d'importants changements de régime, marqués par la hausse des taux d'intérêt, l'inflation et la volatilité accrue. Les sociétés doivent s'adapter à l'évolution des politiques budgétaires, à la dynamique du marché de l'emploi et aux progrès technologiques. Dans ce paysage économique en rapide évolution, les entreprises doivent composer avec un ensemble complexe de facteurs macroéconomiques et microéconomiques pour demeurer concurrentielles et rentables. Les entreprises et les investisseurs qui cherchent à prospérer en cette période d'incertitude doivent impérativement comprendre ces changements et leurs répercussions.

Relever les défis économiques de l'après-pandémie

La décennie de 2010 à 2020 a été marquée par des taux d'intérêt bas, une inflation et une croissance faibles, qui ont créé un contexte prévisible et stable pour les entreprises et les investisseurs. La pandémie de COVID-19 a perturbé cette stabilité et créé un contexte caractérisé par une hausse des taux, de la croissance et de l'inflation. Les dépenses publiques importantes engagées en réponse à la pandémie ont alimenté la croissance économique et la volatilité. De plus, les tensions géopolitiques et les changements de politiques ont rendu les relations commerciales mondiales plus imprévisibles et ajouté de la complexité pour les entreprises qui exercent leurs activités tant au Canada qu'à l'étranger.

Dans ce nouveau contexte macroéconomique, les sociétés font face à une augmentation des coûts et à des pressions sur les marges bénéficiaires. Les pénuries de main-d'œuvre et la hausse des salaires représentent des défis importants, car certains segments du marché de l'emploi ne se sont pas complètement remis de la pandémie. La tranche d'âge des 55 ans et plus, en particulier, n'est pas revenue sur le marché du travail, ce qui a contribué aux pressions à la hausse sur les salaires. Les sociétés doivent trouver des moyens de gérer la hausse des coûts des intrants et de les répercuter sur les consommateurs grâce à leur pouvoir de fixation des prix. Celles qui sauront relever ces défis seront mieux placées pour produire des rendements pour les investisseurs.



Construire des portefeuilles diversifiés à mesure que l'IA transforme les entreprises

Les progrès technologiques, en particulier dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), transforment le paysage des affaires. La véritable valeur économique de l'IA dépend de la capacité des entreprises à tirer parti de ses avantages et à les monétiser. Si l'IA peut améliorer la productivité et l'expérience des consommateurs, il demeure difficile d'en mesurer le rendement du capital investi.

L'IA peut générer des gains d'efficacité et stimuler l'innovation, mais elle n'est pas la solution à toutes les pressions sur les coûts. L'enthousiasme du marché à son égard pourrait être surestimé, car la technologie n'en est encore qu'à ses débuts et son incidence économique est incertaine. À l'heure actuelle, l'IA sert davantage à faciliter la prise de décisions qu'à remplacer la main-d'œuvre humaine. Le contexte concurrentiel de l'IA est de plus en plus saturé, de nombreuses sociétés se disputant des parts de marché, ce qui pourrait entraîner une banalisation et des pressions sur les marges bénéficiaires.

Pour les investisseurs, il est indispensable de construire un portefeuille diversifié capable de résister à divers scénarios en cette période d'incertitude. Les prévisions à long terme liées aux marchés des capitaux peuvent s'avérer utiles pour aider les investisseurs dans ce processus. Cette stratégie consiste à utiliser des analyses quantitatives et qualitatives pour élaborer des prévisions par pays, régions et catégories d'actif. Les principaux facteurs à prendre en compte pour les actions sont notamment la croissance des ventes réelles, les évaluations, les marges bénéficiaires et les rendements en dividendes. Du côté des titres à revenu fixe, les taux de rendement actuels, les écarts de taux et la forme de la courbe sont des éléments clés pour déterminer les prévisions de rendement à long terme.

Rester actif dans ce contexte de placement complexe

Le marché américain, qui affiche actuellement des marges bénéficiaires élevées et des évaluations prolongées, présente des défis et des occasions uniques. Par le passé, les marges bénéficiaires ayant atteint les niveaux actuels se sont révélées insoutenables à long terme, ce qui laisse entrevoir un possible retour à la moyenne à un moment donné. Ce retour à la moyenne pourrait avoir une incidence sur le rendement global du marché, de sorte qu'il est essentiel que les investisseurs prennent en compte l'ensemble de l'univers des actions mondiales. Étant donné que les États-Unis représentent une grande partie de l'univers des actions mondiales, leur rendement influencera inévitablement les tendances des marchés mondiaux. Par conséquent, une approche équilibrée incluant des placements américains et internationaux peut contribuer à atténuer les risques et à améliorer les rendements potentiels.

Les droits de douane et leurs répercussions sur les sociétés ajoutent un niveau de complexité au paysage des placements. L'incertitude entourant les droits de douane peut retarder la prise de décision des sociétés, ce qui a une incidence sur les bénéfices et augmente les coûts pour les consommateurs et les entreprises. Cette pression inflationniste est particulièrement difficile pour des consommateurs déjà aux prises avec le coût de la vie élevé. Les sociétés devront peut-être adopter une approche fondée sur les stocks « au cas où » et délaissier le modèle « juste à temps » pour atténuer les risques associés aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement et aux incertitudes liées aux droits de douane.

Le contexte économique actuel présente à la fois des défis et des occasions pour les entreprises et les investisseurs. Le passage d'un contexte de croissance prévisible, faible mais stable à une croissance caractérisée par des taux, une inflation et une volatilité plus élevés nécessite une approche stratégique et adaptative. Les sociétés doivent gérer la hausse des coûts et tirer parti des progrès technologiques pour demeurer concurrentielles, tandis que les investisseurs doivent se concentrer sur la construction de portefeuilles résilients capables de résister à divers scénarios.



Le marché des titres à revenu fixe, en particulier, exige une approche nuancée dans le contexte macroéconomique actuel. Malgré les interventions des gouvernements et des banques centrales, le marché obligataire détermine les taux d'intérêt de façon indépendante, en fonction des conditions économiques mondiales. Dans le contexte actuel, la surpondération des titres à revenu fixe dans les portefeuilles de placement peut être une décision stratégique. Les titres à revenu fixe de qualité supérieure et de longue durée n'offrent peut-être pas une plus-value en capital importante, mais ils offrent un rendement ajusté au risque plus favorable que les marchés plus risqués. La normalisation des taux d'intérêt, attribuable à des facteurs comme la croissance, l'inflation et la productivité, donne à penser que les titres à revenu fixe continueront de jouer un rôle essentiel dans la gestion de portefeuille.

Conclusion

L'évolution du contexte macroéconomique nécessite une approche proactive de la gestion de portefeuille. Les investisseurs doivent accorder la priorité à la diversification, en privilégiant les actions américaines et internationales, et rester vigilants à l'égard de l'inflation et de son incidence potentielle sur les corrélations entre les actifs. Les titres à revenu fixe, avec leurs taux de rendement plus élevés et leur risque plus faible, devraient également constituer une composante clé d'un portefeuille bien équilibré. Nous croyons que la gestion active et la diversification aideront les investisseurs à composer avec les incertitudes du marché actuel et à se positionner pour réussir à long terme. ▲



Les points de vue exprimés dans la présente webémission sont ceux des conférenciers. Ces points de vue ne reflètent pas nécessairement les opinions de MFS ou de son personnel. Les prévisions ne sont pas garanties.

RENSEIGNEMENTS MONDIAUX

Sauf indication contraire, les logos ainsi que les noms des produits et services sont des marques de commerce de MFS^{MD} et de ses sociétés affiliées, qui peuvent être déposées dans certains pays.

Distribué par : **États-Unis** – MFS Institutional Advisors, Inc. (« MFSI »), MFS Investment Management et MFS Fund Distributors, Inc., membre de la SIPC; **Amérique latine** – MFS International Ltd.; **Canada** – MFS Gestion de Placements Canada Limitée. **Note à l'intention des lecteurs du Royaume-Uni et de la Suisse** : Publié au Royaume-Uni et en Suisse par MFS International (UK) Limited (« MIL UK »), une société privée à responsabilité limitée inscrite en Angleterre et au pays de Galles sous le numéro 03062718, dont les activités de placement sont autorisées et réglementées par la UK Financial Conduct Authority. Le siège social de MIL UK, filiale indirecte de MFS^{MD}, se trouve au One Carter Lane, Londres (EC4V 5ER), au Royaume-Uni. **Note à l'intention des lecteurs européens (hors Royaume-Uni et Suisse)** : Publié en Europe par MFS Investment Management (Lux) s. à r. l. (MFS Lux), une entreprise autorisée en vertu des lois du Luxembourg en tant que société de gestion pour les fonds domiciliés au Luxembourg, qui offre des produits et des services de placement aux investisseurs institutionnels. Le siège social de cette société à responsabilité limitée se situe au 4, rue Albert Borschette, Luxembourg L-1246. Tél. : 352 2826 12800. Le présent document est réservé aux investisseurs professionnels (dans la mesure où les organismes de réglementation locaux le permettent). On ne doit pas s'y fier et il ne doit pas être distribué si cela contrevient à la réglementation locale; **Singapour** – MFS International Singapore Pte. Ltd. (CRN 201228809M); **Australie/Nouvelle-Zélande** – MFS International Australia Pty Ltd (« MFS Australia ») (ABN 68 607 579 537) détient le permis numéro 485343 pour la prestation de services financiers en Australie. MFS Australia est régie par l'Australian Securities and Investments Commission; **Hong Kong** – MFS International (Hong Kong) Limited (« MIL HK »), une société privée à responsabilité limitée inscrite auprès de la Hong Kong Securities and Futures Commission (« SFC ») et réglementée par celle-ci. MIL HK est autorisée à exercer des activités réglementées de négociation de titres et de gestion d'actifs, et peut fournir certains services de placement à des « investisseurs professionnels » au sens de la *Securities and Futures Ordinance* (« SFO »); **pour les investisseurs professionnels en Chine** – MFS Financial Management Consulting (Shanghai) Co., Ltd. 2801-12, 28th Floor, 100 Century Avenue, Shanghai World Financial Center, Shanghai Pilot Free Trade Zone, 200120, Chine, une entreprise chinoise à responsabilité limitée réglementée pour fournir des services-conseils en gestion financière; **Japon** – MFS Investment Management K.K. est inscrite à titre d'opérateur d'instruments financiers, Kanto Local Finance Bureau (FIBO) No. 312, membre de l'Investment Trust Association du Japon et de la Japan Investment Advisers Association. Comme les frais assumés par les investisseurs varient selon les circonstances (produits, services, période de placement, conditions du marché, etc.), le montant total et les méthodes de calcul ne peuvent être indiqués à l'avance. Tous les placements comportent des risques, y compris les fluctuations de marché, et les investisseurs peuvent perdre le capital investi. Avant de faire des placements, les investisseurs devraient obtenir et lire attentivement le prospectus et les documents indiqués dans l'article 37-3 de la *Financial Instruments and Exchange Act*; **Bahrein** – Ce document n'a pas été approuvé par la Central Bank of Bahrain, qui n'assume aucune responsabilité à l'égard de son contenu. Il n'y aura aucune offre publique dans le Royaume de Bahrein et le présent document ne doit être lu que par le destinataire et ne doit pas être transmis, fourni ou montré au public en général. La Central Bank of Bahrain n'assume aucune responsabilité quant à l'exactitude et à l'exhaustivité des déclarations et des renseignements contenus dans le présent document et se dégage expressément de toute responsabilité à l'égard de toute perte consécutive à la fiabilité accordée à la totalité ou à une partie du contenu du présent document. Le conseil d'administration et la direction de l'émetteur acceptent la responsabilité des renseignements contenus dans le présent document. Au meilleur des connaissances et des convictions du conseil d'administration et de la direction, qui ont tous pris toutes les précautions raisonnables pour s'assurer qu'il en soit ainsi, les renseignements contenus dans le présent document sont conformes aux faits et n'omettent rien qui soit à même d'avoir une incidence sur la fiabilité de ces renseignements; **Koweït** – Ce document ne doit pas être largement diffusé au public au Koweït. Les renseignements n'ont pas été autorisés à des fins d'offre par la Kuwait Capital Markets Authority ou tout autre organisme gouvernemental pertinent du Koweït. Aucune offre privée ou publique à l'égard des renseignements n'est présentée au Koweït, et aucune entente relative aux renseignements ne sera conclue au Koweït. Aucune activité de marketing, de sollicitation ou d'incitation n'est utilisée pour offrir ou commercialiser les renseignements au Koweït; **Oman** – Pour les résidents du Sultanat d'Oman : Les renseignements contenus dans le présent document ne constituent pas une offre publique de titres dans le Sultanat d'Oman, comme le prévoient la *Commercial Companies Law* d'Oman (décret royal 4/74) ou la *Capital Market Law* d'Oman (décret royal 80/98). Ces renseignements sont diffusés de façon limitée strictement aux entités constituées en personne morale qui correspondent à la description des investisseurs avertis (article 139 des dispositions réglementaires de la *Capital Market Law*). Le destinataire reconnaît être un investisseur averti qui possède de l'expérience en affaires et en finances et qui est en mesure d'évaluer les avantages et les risques d'un placement; **Afrique du Sud** – Le présent document et les renseignements qu'il contient ne constituent pas et ne visent aucunement à constituer une offre publique de titres en Afrique du Sud et, par conséquent, ne doivent pas être interprétés comme tels. Ce document ne doit pas être largement diffusé au public en Afrique du Sud. Le présent document n'a pas été approuvé par la Financial Sector Conduct Authority et ni MFS International (U.K.) Limited ni ses fonds ne sont enregistrés à des fins de vente publique en Afrique du Sud; **Émirats arabes unis** – Le présent document et les renseignements qu'il contient ne constituent pas et ne visent aucunement à constituer une offre publique de titres aux Émirats arabes unis et, par conséquent, ne doivent pas être interprétés comme tels. Les renseignements ne sont offerts qu'à un nombre limité d'investisseurs exemptés des Émirats arabes unis qui appartiennent à l'une des catégories suivantes d'investisseurs qualifiés non physiques : (1) un investisseur capable de gérer ses placements lui-même, notamment : a) le gouvernement fédéral, les gouvernements locaux, les entités gouvernementales et les autorités ou les sociétés détenues en propriété exclusive par ces entités; b) les entités et organisations internationales; ou c) une personne autorisée à exercer une activité commerciale dans les Émirats arabes unis; à condition que le placement soit l'un des objets de cette personne; ou (2) un investisseur représenté par un gestionnaire de placement inscrit auprès de la Securities and Commodities Authority (individuellement un « investisseur qualifié non physique »). Les renseignements et les données n'ont pas été approuvés, autorisés ou enregistrés auprès de la Central Bank of the UAE, la Securities and Commodities Authority, la Dubai Financial Services Authority, la Financial Services Regulatory Authority ou toute autre autorité compétente en matière d'octroi de permis ou tout autre organisme gouvernemental des Émirats arabes unis (les « autorités »). Les autorités n'assument aucune responsabilité à l'égard des placements que le destinataire désigné effectue à titre d'investisseur qualifié non physique en fonction de l'exactitude des renseignements portant sur les titres. Si vous ne comprenez pas le contenu du présent document, vous devriez consulter un conseiller financier autorisé; **Arabie saoudite** – Le présent document ne peut être distribué dans le royaume, sauf aux personnes autorisées en vertu des Investment Funds Regulations publiés par la Capital Market Authority. La Capital Market Authority ne fait aucune déclaration quant à l'exactitude ou à l'exhaustivité du présent document et se dégage expressément de toute responsabilité à l'égard de toute perte consécutive ou découlant de la fiabilité accordée à toute partie du présent document. Les acheteurs éventuels des titres offerts aux présentes doivent effectuer leur propre contrôle diligent pour vérifier l'exactitude des renseignements portant sur les titres. Si vous ne comprenez pas le contenu du présent document, vous devriez consulter un conseiller financier autorisé; **Qatar** – Ce document/fonds n'est offert qu'à un nombre limité d'investisseurs qui sont disposés et aptes à mener une enquête indépendante sur les risques associés à un placement au titre de ce document/fonds. Le document ne constitue pas une offre publique et est réservé à l'usage du destinataire désigné; il ne doit pas être remis ou montré à toute autre personne (mis à part les employés, les agents ou les consultants dans le cadre de l'examen du destinataire). Le fonds n'a pas été et ne sera pas enregistré auprès de la Qatar Central Bank ni en vertu des lois de l'État du Qatar. Aucune opération ne sera conclue dans votre territoire et toute demande de renseignements concernant le document/fonds doit être adressée à votre personne-ressource à l'extérieur du Qatar.